



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Location et maintenance de copieurs multifonctions et imprimantes au profit d'un
groupement de commande constitué par les services de l'État et ses établissements publics**

Annexe 2 au CCAP

CAHIER DES CHARGES SOCIALES TRAITANT DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CHARGES.....	3
ARTICLE 2. PUBLICS VISÉS.....	3
ARTICLE 3. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE.....	3
ARTICLE 4. DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION.....	4
ARTICLE 5. MODALITÉS DE CONTRÔLE.....	4
ARTICLE 6. PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	4
ARTICLE 7. RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD).....	5
ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE ET CLAUSE SOCIALE DE STAGE.....	5

ARTICLE 1. OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CHARGES

Dans le cadre des objectifs de développement durable et dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion conformément à l'article L2111-1 du Code de la commande publique, le SAP (Service de l'Achat Public) du Secrétariat Général Commun a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du même Code, en incluant dans le présent cahier des charges des clauses obligatoires prenant en compte des considérations relatives au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations :

Le Titulaire de ce marché doit réaliser, en lien avec l'exécution de ce marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Il est ainsi intégré dans le présent contrat une clause d'exécution relative à des considérations sociales, rendant obligatoire l'exécution par des personnes éligibles aux dispositifs définies au point 2 du présent cahier des charges.

- **D'au moins 12 heures de stage par palier de 10 000 € HT.**

Cette clause est applicable à l'ensemble des lots.

Au-delà de cette exigence, le pouvoir adjudicateur souhaite que l'exécution de ces clauses sociales de stage apporte une réelle plus-value que ce soit au titulaire ou aux bénéficiaires. Ainsi, ces clauses doivent permettre aux bénéficiaires de découvrir le milieu professionnel sur la base des tâches confiées hors manutention.

ARTICLE 2. PUBLICS VISÉS

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont considérés comme éligibles aux clauses sociales de stage :

- 1) Toute personne faisant l'objet d'un accompagnement social ou professionnel personnalisé.
- 2) Toute personne sans activité en parcours d'insertion :
 - Demandeur(se)s d'emploi, inscrit(e)s ou non à Pôle emploi
 - Jeunes suivi(e)s par une Mission locale
 - Demandeur(se)s d'emploi reconnu(e)s travailleur(se)s handicapé(e)s accompagné(e)s par Pôle emploi ou Cap emploi
 - Bénéficiaires du RSA
- 3) Des personnes en activité engagées dans une démarche d'insertion ou de réorientation professionnelle :
 - Salarié(e)s accompagné(e)s par les structures de l'IAE (Insertion par l'Activité économique)
 - Travailleur(se)s handicapé(e)s accueilli(e)s en ESAT (Établissement et service d'aide par le travail)
 - Salarié(e)s en Contrat unique d'Insertion (CAE et CIE)
 - Salarié(e)s menacé(e)s d'inaptitude dans le cadre d'une démarche de maintien dans l'emploi ou de reconversion
 - Salarié(e)s engagé(e)s dans une démarche active de recherche d'emploi, inscrit(e)s à ce titre à Pôle emploi.
- 4) Des personnes en situation de décrochage scolaire : tout jeune qui abandonne un système de formation initiale sans avoir le niveau de qualification minimum requis fixé par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010, soit du baccalauréat général, soit d'un diplôme à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications.
- 5) Les lycéens et les collégiens à partir de la 3^{ème}.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise en stage.

ARTICLE 3. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Le Titulaire accueille une (ou plusieurs personnes) en stage pour une durée définie préalablement pendant une période définie préalablement.

Les tâches proposées au(x) bénéficiaire(s) de la clause peuvent être d'ordre administratif ou technique. Néanmoins, le titulaire prévoit à minima une présentation du secteur d'activité en lien avec l'objet du marché.

Si le Titulaire ne parvient pas à proposer dans son offre une tâche en lien avec l'objet du marché, cet aspect est nécessairement abordé lors de la réunion de lancement du marché ou lors de la réunion de présentation du stagiaire à l'entreprise.

Le Titulaire recevra le bénéficiaire en immersion complète.

1^{er} cas : Période de mise en situation en milieu professionnel

Une convention de stage tripartite entre le titulaire du marché, le bénéficiaire (ou son représentant légal) et le prescripteur (Pôle emploi, Mission locale, Cap emploi, structures d'Insertion par l'Activité Économique...) doit être établie.

2^{ème} cas : Décrochage scolaire

Une convention de stage tripartite entre le titulaire du marché, le bénéficiaire (ou son représentant légal) et la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) (ou un établissement scolaire de rattachement) doit être établie.

3^{ème} cas : Stage scolaire

Une convention de stage tripartite entre le titulaire du marché, le bénéficiaire (ou son représentant légal) et l'établissement scolaire de rattachement doit être établie.

Le bénéficiaire est accompagné sur l'ensemble de son parcours :

- par un tuteur désigné par la MLDS, le prescripteur ou l'établissement scolaire de rattachement ;
- et par un référent au sein de l'entreprise titulaire.

À la fin du parcours, les validations des objectifs se font par écrit, sous la forme d'un bilan croisé, réalisé par le tuteur et le référent « entreprise ».

Ces modalités sont présentées et explicitées par le dispositif d'accompagnement.

ARTICLE 4. DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales de stage, il a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

MAISON DE L'EMPLOI DU NORD
12, rue Champ Fleuri - 97490 Sainte-Clotilde
Tel : 02 62 93 72 63 / asr@mden-reunion.fr

ARTICLE 5. MODALITÉS DE CONTRÔLE

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À la demande du facilitateur désigné au point précédent pour le compte de l'acheteur, le Titulaire fournit dans le délai imparti, tous les renseignements utiles et propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale de stage. Dans ce cadre, le titulaire devra à minima fournir les documents suivants :

- La convention de stage

En tout état de cause, le Titulaire doit informer le facilitateur qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur désigné étudiera les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du Titulaire du marché à son engagement de stage, l'acheteur peut appliquer les pénalités énumérées au point suivant, ou décider de la résiliation du marché.

ARTICLE 6. PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au Titulaire du marché, celui-ci subit, à la fin du marché, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à **10 euros HT** par heure de stage non réalisée

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action ou une attestation de non-exécution des clauses sociales de stage, le Titulaire subit une pénalité égale à 50 euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'administration.

Par ailleurs en cas de manquements répétés manifestant une volonté de ne pas respecter les obligations sociales, l'acheteur peut aussi résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire reste responsable de l'exécution des clauses sociale de stage.

ARTICLE 7. RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée à La Maison de l'Emploi de la Réunion. Ces données sont traitées et stockées en Europe dans le logiciel « ABC Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP i.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application des clauses sociales sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi des clauses sociales de stage. Les Maisons de l'Emploi de la Réunion sont responsables du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée équivalente à la durée du marché prolongée de 24 mois.

Ces données sont destinées au service de l'achat socialement responsable des Maisons de l'Emploi de La Réunion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : dpo@mden-reunion.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, MDEN, 12 rue Champ Fleuri, 97490 Sainte Clotilde.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraîne l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE ET CLAUSE SOCIALE DE STAGE

Compte tenu du caractère social des conditions d'exécution du marché, par l'effet de la clause sociale de stage, et en cas de recours à la sous-traitance, le titulaire du présent marché doit impérativement :

- Faire, d'une part, figurer l'obligation dans les contrats de sous-traitance et, d'autre part, expressément mentionner les engagements d'embauches des sous-traitants en nombre d'heures de stage réservées aux publics visés du marché en cause, dont il sous-traite l'exécution en tant que titulaire principal,
- Garantir et s'assurer que le total des engagements d'embauches de stagiaires des sous-traitants additionnés à son engagement personnel, soit au minimum égal au nombre d'heures minimum défini au point 1.

Le cotraitant ou le sous-traitant doit réaliser son engagement d'embauche d'un ou de plusieurs stagiaires selon l'une ou plusieurs des modalités définies au point 3 et au moins à hauteur du nombre d'heures qu'il s'est engagé à réaliser auprès du titulaire.

Le titulaire reste responsable de l'exécution des clauses sociales de stage définie à l'article 1 du présent document.